● (1140)

M. Cosgrove: Monsieur le président, nous serions d'accord là-dessus, mais je ne veux pas me prononcer là-dessus pour le moment avant d'en avoir discuté avec le député de Mississauga-Sud. Dans l'état actuel des choses, le gouvernement est d'avis que la procédure nous oblige à reprendre l'étude de l'article 1, à moins que le comité ne consente à procéder autrement. Je suis disposé à discuter de cette affaire avec les députés d'en face. Pour le moment, puisque nous n'avons pas leur accord, selon la procédure habituelle, nous devons revenir à l'article 1 aussitôt que le sujet à l'étude sera réglé.

Pour faciliter les choses, nous envisageons de regrouper d'autres articles susceptibles de se rattacher à l'article 1 et de les soumettre aux députés d'en face avec des notes explicatives; ainsi, nous accélérerions les choses en étudiant en même temps les articles qui portent sur les mêmes domaines.

M. Blenkarn: Monsieur le président, c'est le meilleur compromis qu'on puisse faire. Il est beaucoup plus facile d'étudier des articles qui sont apparentés lorsqu'ils sont regroupés comme c'est le cas maintenant, car il y a un très grand nombre de ces articles qui concernent les assurances, les rentes et ainsi de suite. Cela permet de faire avancer l'étude du projet de loi. Cette façon de faire démontre que tous les partis sont prêts à collaborer et elle leur permet en même temps de présenter les instances nécessaires sans retarder indûment l'étude du projet de loi.

Le vice-président: Donc, l'étude porte maintenant sur un groupe d'articles que le député de Mississauga avait proposé d'étudier en même temps il y a quelques instants et le Comité plénier a ordonné qu'il en soit ainsi.

M. Hawkes: Monsieur le président, j'aimerais revenir sur une question que j'ai posée l'autre jour. J'ai dit qu'il serait de plus en plus difficile pour les gens d'accumuler des avoirs en prévision de leur retraite à cause des mesures que le gouvernement s'apprêtait à adopter. Et en réponse à une question à ce sujet, le secrétaire parlementaire a tenu les propos suivants que je tire du hansard:

Pour répondre de façon générale à une question d'ordre général, je fais remarquer au député que selon nous, la comptabilité d'exercice reste la meilleure méthode pour calculer le revenu et par conséquent les obligations fiscales.

J'aimerais, pour commencer, voir de quoi il retourne exactement. Car selon nous, le gouvernement est décidé, comme nous avons pu le constater dans d'autres mesures, à imposer les gens pour des actifs qui figurent peut-être dans les livres, mais qui ne sont pas encore gagnés, voire utilisés. J'estime donc, toutes choses étant égales par ailleurs, que c'est une façon bien injuste de lever des impôts. Je vais donc commencer par poser une très courte question:

Un certain nombre de Canadiens prennent leur revenu net pour acheter de l'argent ou de l'or qui augmentent de valeur avec le temps. Or, depuis une dizaine d'années, la valeur des métaux précieux a énormément augmenté. Le gouvernement a-t-il l'intention d'imposer ces métaux tous les trois ans au titre de la valeur accumulée d'un actif?

M. Fisher: Monsieur le président, sauf erreur, la comptabilité d'exercice est une méthode comptable généralement reconnue et c'est celle qui, de très loin, permet le mieux de traiter les actifs sur le même pied. Prenons le cas de deux personnes,

Impôt sur le revenu

l'une qui détient des obligations d'épargne du Canada et l'autre qui a placé ses économies dans un compte d'épargne; elles sont toutes deux traitées de la même façon, même si l'une a de l'argent liquide et l'autre un instrument financier. Dans les deux cas, les gens sont traités sur le même pied, d'une manière équitable grâce à cette méthode.

M. Hawkes: Monsieur le président, je reviens à ma question. Supposez que j'achète de l'or, de l'argent, des pièces de monnaie ou des timbres et que je les garde un certain temps. Le ministère va-t-il m'obliger à en établir la valeur périodiquement, et si cette valeur a augmenté, le gouvernement a-t-il l'intention de taxer cette valeur ajoutée?

M. Cosgrove: Monsieur le président, outre l'article 5, le projet de loi renferme une douzaine d'autres dispositions qui traitent de l'assurance et des rentes. Il y est question de l'impôt sur le revenu accumulé. C'est très délicat quand on soulève des exemples et des questions ayant trait aux gains en capital. La discussion peut tourner à la confusion. On pourrait même s'écarter de la question que nous avons à étudier.

M. Hawkes: Monsieur le président, je vais simplement répéter ma question. Nous sommes au milieu d'un débat. Il est intéressant de poser des questions parce que l'on découvre quels sont les principes qui régissent le gouvernement. Ce dernier a décidé d'imposer certains avoirs appartenant à des Canadiens. La veille, le ministre a indiqué que la façon la plus équitable de mesurer leurs revenus aux fins de l'impôt était la comptabilité d'exercice. A quel autre produit va-t-il appliquer cette théorie? Aux timbres, aux pièces, à l'or et à l'argent?

M. Fisher: Monsieur le président, ce n'est pas ce que propose le projet de loi et je ne l'ai pas mentionné. Le député sait que les biens de capital telles les pièces, les timbres, les biens ou l'or ne sont pas traités et imposés de la même façon que les autres types d'investissements et d'épargne.

M. Hawkes: Autrement dit, le ministre affirme qu'il existe différentes sortes de biens. Les biens matériels seront imposés d'une autre manière que les avoirs immatériels.

M. Fisher: Monsieur le président, le député a raison. Il y a les gains en capital, les revenus des entreprises et le revenu des particuliers. Aux fins de l'impôt, tout cela est envisagé différemment. Le député a tout à fait raison. Cependant, son argument relatif à l'imposition des gains en capital selon la comptabilité d'exercice est quelque peu hypothétique.

M. Hawkes: Monsieur le président, songe-t-on à imposer le même type d'impôt aux biens matériels telles que les actions ordinaires ou les actions privilégiées?

M. Fisher: Non, monsieur le président.

M. Hawkes: Monsieur le président, je voudrais en savoir un peu plus long. Je pourrais utiliser comme exemple des enseignants qui travaillent pour l'État, c'est-à-dire pour la province et qui cotisent à un régime de pension. Ils versent une cotisation régulière à ce fonds de pension. Et ces cotisations profitent. Une fois par année, on leur remet un état de la valeur accrue de leur fonds. Cette augmentation peut être assimilable à celle d'une police d'assurance-vie. Le gouvernement songe-t-il à imposer la valeur ajoutée au fonds de régime de pension?